

394809-2026 - Competition

France – Consultative engineering and construction services – Expertise Aéronautique – Consultance Technique et Règlementaire – Infrastructures et Opérations Aériennes en Mer
OJ S 109/2026 09/06/2026
Contract or concession notice – standard regime
Services

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: RTE Réseau de Transport d'Electricité
Email: aminata.duprat@rte-france.com
Legal type of the buyer: Public undertaking
Activity of the contracting entity: Electricity-related activities

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: Expertise Aéronautique – Consultance Technique et Règlementaire – Infrastructures et Opérations Aériennes en Mer
Description: Dans le cadre du développement de la filière éolienne en mer, la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) fixe un calendrier indiquant, pour les prochaines années, la localisation et la puissance maximale des projets de parcs éoliens en mer, posés ou flottants, à mettre en concurrence. Pour chaque Appel d'offres, des études sont réalisées par RTE sur la zone d'implantation du poste en mer, propriété de RTE à partir de l'AO3 Dunkerque. Afin de garantir un taux de disponibilité de ses Postes en Mer (PEM), RTE a inscrit dans sa stratégie Opération & Maintenance l'utilisation d'hélicoptères en complément des moyens nautiques. Ce moyen aérien permet des déplacements plus rapides tout en s'affranchissant de conditions de mer difficiles. Les opérations aériennes et les infrastructures dédiées sont soumises à des réglementations et recommandations dont la compréhension et la volumétrie nécessitant une expertise dans ce domaine. RTE souhaite par conséquent confier des prestations de consultance technique et réglementaire à une entreprise maîtrisant ce domaine et capable de s'interfacer avec des autorités françaises telles que la DGAC, la DIRCAM, les PREMAR, etc.
Procedure identifier: 9f34d85d-118e-4168-af87-e37bc4395698
Internal identifier: 25196
Type of procedure: Negotiated with prior publication of a call for competition / competitive with negotiation
The procedure is accelerated: no

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services
Main classification (cpv): 71310000 Consultative engineering and construction services

2.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)
Country: France

2.1.4. General information

Additional information: un opérateur économique ne peut pas candidater en tant que candidature individuelle ET en tant qu'un membre de groupement

Legal basis:

Directive 2014/25/EU

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Notice

Breaching of obligations set under purely national exclusion grounds: Le candidat fournit une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'est concerné par aucun des cas d'exclusions des procédures de passation de marchés publics, mentionnés aux articles L. 21411 à L. 21415 et L. 21417 à L. 214111 du code de la commande publique. Il s'agit sans être exhaustif : 1.1) des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l'escroquerie, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, le blanchiment, la participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants ; 1.2) des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés ; 1.3) des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire sans justification de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, ou sans bénéfice d'un plan de redressement, constatées par le tribunal de commerce ; 1.4) de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportés par ces derniers aux représentants de l'État. 2) Pour les entreprises de plus de 20 salariés, le candidat doit être en règle au regard des articles L. 52121 à L. 521211 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 3) Pour les candidats établis HORS de France, le candidat doit fournir une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R. 21438 du Code de la commande publique et R. 126312 du Code du travail). 4) Le candidat ne doit pas être concerné par l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine. 4)ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: Expertise Aéronautique – Consultance Technique et Règlementaire – Infrastructures et Opérations Aériennes en Mer

Description: Dans le cadre du développement de la filière éolienne en mer, la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) fixe un calendrier indiquant, pour les prochaines années, la localisation et la puissance maximale des projets de parcs éoliens en mer, posés ou flottants, à mettre en concurrence. Pour chaque Appel d'offres, des études sont réalisées par RTE sur la zone d'implantation du poste en mer, propriété de RTE à partir de l'AO3 Dunkerque. Afin de garantir un taux de disponibilité de ses Postes en Mer (PEM), RTE a inscrit dans sa stratégie Opération & Maintenance l'utilisation d'hélicoptères en complément des moyens nautiques. Ce moyen aérien permet des déplacements plus rapides tout en s'affranchissant de conditions de mer difficiles. Les opérations aériennes et les infrastructures dédiées sont soumises à des réglementations et recommandations dont la compréhension et la volumétrie nécessitant une

expertise dans ce domaine. RTE souhaite par conséquent confier des prestations de consultance technique et réglementaire à une entreprise maîtrisant ce domaine et capable de s'interfacer avec des autorités françaises telles que la DGAC, la DIRCAM, les PREMAR, etc.
Internal identifier: 25196

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 73000000 Research and development services and related consultancy services

Options:

Description of the options: option de durée

5.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Country: France

5.1.3. Estimated duration

Duration: 2 Years

5.1.4. Renewal

Maximum renewals: 4

5.1.6. General information

This is a recurrent procurement

Reserved participation:

Participation is not reserved.

The names and professional qualifications of the staff assigned to perform the contract must be given: Tender requirement

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): yes

This procurement is also suitable for small and medium-sized enterprises (SMEs): yes

Additional information: validité de l'offre limitée à 6 mois

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Notice

Criterion: Other economic or financial requirements

Description of selection criterion: 1. Critères aptitudes économiques : Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : a) une présentation succincte de la société (raison sociale, adresse, identifiant TVA, SIRET, Code NAF, domaines d'interventions) ; b) les bilans ou extraits de bilan des 3 dernières années dans le cas où ce dernier fait partie des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ; c) l'état de son chiffre d'affaires global sur les trois dernières années (France et monde) ; d) l'état de son chiffre d'affaires avec RTE ; e) les déclarations appropriées de banques ou, preuve d'une assurance des risques professionnels couverts pour le domaine d'achat ; f) la liste des éventuelles opérations de rachats, de fusions de sociétés et ou de redressement judiciaire sur les 3 dernières années. NB : Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés ci-dessus, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par RTE. ==> Un chiffre d'affaires annuel minimal de 200 k€ est exigé. 2. Critères aptitudes administratives : Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : a) les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclarationducandidat> ; b) Pour les candidats établis : a. en France: la

transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription. b. hors de France : i. un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. ii. Un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. iii. Une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non déclaration de travailleurs détachés (R.21438 du Code de la commande publique et R.126312 du Code du travail). 3. Critères aptitudes techniques : Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : a) Une liste de références significatives sur des missions similaires (volume financier, durée, objet, typologie d'entreprises clientes) accompagnée de certificats de bonne exécution ou recommandations clients le cas échéant ; b) Présenter les moyens humains ainsi que leurs dossiers de compétences ; c) Présenter les moyens techniques, géographiques et matériels mis à disposition ; d) Présenter la démarche RSE de l'entreprise e) Justifications des éléments demandés dans le questionnaire ci-après : Pré Qualification Questionnaire (PQQ) Il est prévu une aptitude technique portant sur les éléments ci-dessous. RTE se réserve le droit d'éliminer (PASS/FAIL) un candidat si il ne valide pas l'ensemble des critères ci-dessous: *Connaissances Règlementaires et Techniques **Aéronautique à l'international - Connaissance de la réglementation internationale et européenne liée aux infrastructures et opérations aériennes. **Réglementation française - Excellente connaissance de la réglementation française liée aux infrastructures et opérations aériennes. **Expertise Terrain - Expertise d'opérations d'hélicoptère en milieu maritime, notamment sur des champs éoliens offshore. *Communication & Relations **Autorités - Connaissance des instances françaises ayant pouvoir d'autorité, de décision et de législation (DGAC, PREMAR, CROSS etc.). Capacité à s'interfacer avec elles. **Français -Capacité à échanger dans un niveau parfait de Français, notamment avec les services de l'état français. Proposer à minima 2 personnes avec expertise aéronautique et un niveau parfait en français pouvant assister aux réunions en français avec les services de l'état. **Anglais -Capacité à rédiger les livrables et à communiquer en anglais. **Gestion de Projet *Réalisation d'études - Expertise dans la réalisation d'études et prescriptions liées aux opérations et infrastructures aériennes en milieu offshore, notamment concernant des parcs éoliens en mer. Par exemple : étude de corridor d'accès au poste en mer, étude d'un profil de vol pour une opération d'élingage de charge, prescriptions pour un achat d'une prestation d'opérateur aérien. Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés. Les critères d'aptitudes seront appliqués sur la base des critères ci-après pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure : Complétude, transmission, et régularité des éléments attendus dans les sections : administrative et économique ainsi que la complétude et transmission des éléments techniques attendus dans le questionnaire Pré Qualification Questionnaire (PQQ). Le nombre maximal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure est de cinq (5).

The criteria will be used to select the candidates to be invited for the second stage of the procedure

Order of importance: 1,00

Information about the second stage of a two-stage procedure:

Maximum number of candidates to be invited for the second stage of the procedure: 5

The procedure will take place in successive stages. At each stage, some participants may be eliminated

5.1.11. Procurement documents

Address of the procurement documents: <https://rte-france.tlh.app.jaggaer.com>

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Electronic submission: Required

Address for submission: <https://rte-france.tlh.app.jaggaer.com>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Allowed

Variants: Not allowed

Tenderers may submit more than one tender: Not allowed

Description of the financial guarantee: Des cautions ou garanties bancaires pourront être demandées et seront indiquées dans le dossier de consultation

Deadline for receipt of requests to participate: 30/06/2026 11:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No

Conditions relating to the performance of the contract: sans objet

A non-disclosure agreement is required: yes

Additional information about the non-disclosure agreement: <https://rte-france.tlh.app.jaggaer.com>

Electronic invoicing: Allowed

Financial arrangement: Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture

5.1.15. Techniques

Framework agreement:

Framework agreement, without reopening of competition

Information about the dynamic purchasing system:

No dynamic purchase system

5.1.16. Further information, mediation and review

Review organisation: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Information about review deadlines: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique.

Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

Organisation providing additional information about the procurement procedure: RTE Réseau de Transport d'Electricité

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Official name: RTE Réseau de Transport d'Electricité

Registration number: 44461925802482

Postal address: 7C Place du Dôme

Town: Puteaux

Postcode: 92073

Country subdivision (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Country: France

Contact point: Aminata Duprat

Email: aminata.duprat@rte-france.com

Telephone: 0684321664

Buyer profile: <https://rte-france.tlh.app.jaggaer.com/fr/login.html>

Roles of this organisation:

Buyer

Organisation providing additional information about the procurement procedure

8.1. ORG-0002

Official name: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Registration number: 17780111500151

Department: Instance chargée des procédures de recours

Postal address: 179-191 avenue Joliot-Curie

Town: Nanterre

Postcode: 92020

Country subdivision (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Country: France

Contact point: Instance chargée des procédures de recours

Email: accueil.tj-nanterre@justice.fr

Telephone: 01 40 97 10 10

Internet address: www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-nanterre

Roles of this organisation:

Review organisation

8.1. ORG-0000

Official name: Publications Office of the European Union

Registration number: PUBL

Town: Luxembourg

Postcode: 2417

Country subdivision (NUTS): Luxembourg (LU000)

Country: Luxembourg

Email: ted@publications.europa.eu

Telephone: +352 29291

Internet address: <https://op.europa.eu>

Roles of this organisation:

TED eSender

Notice information

Notice identifier/version: 8aeaff04-9658-4a96-9323-4f3664f4fee9 - 01

Form type: Competition

Notice type: Contract or concession notice – standard regime

Notice subtype: 17

Notice dispatch date: 05/06/2026 15:32:58 (UTC+00:00) Western European Time, GMT

Languages in which this notice is officially available: French

Notice publication number: 394809-2026

OJ S issue number: 109/2026

Publication date: 09/06/2026